



*Communiqué*

## Libération Immédiate de Carola Rackete , capitaine du SEA WATCH

**La FEETS FO exige le respect du Droit international**

Paris, le 1 juillet 2019

Soutien aux capitaines Pia Klemp et Carola Rackete et à leurs équipages :  
Sauver des vies et respecter le droit maritime international ne doit pas conduire en prison !!!

La capitaine allemande Pia Klemp, ancienne commandante des navires de sauvetage Juventa et Sea Watch 3 et son équipage sont sous la menace d'un procès en Italie avec à la clef une peine encourue pouvant aller jusqu'à 20 ans de prison.

Le crime reproché à ces marins (capitaines et équipages) est d'avoir permis de sauver en mer des milliers de personnes notamment des enfants en 2016 et 2017. Le gouvernement italien les accuse d'avoir aidé et encouragé l'immigration illégale. Ils sont donc interdits de navigation au large des côtes italiennes, au risque d'être arrêtés et placés en détention.

A présent, c'est au tour de Carola Rackete, nouvelle capitaine du Sea Watch qui se voit contrainte de forcer le blocage italien pour faire débarquer sur le port de Lampedusa 42 migrants contraint depuis 14 jours à des conditions de vie dégradantes et inhumaines.

En criminalisant le sauvetage, le gouvernement italien rend l'immigration illégale passible de mort. Un naufrage en mer, qui plus est dans les conditions des traversées en question, est synonyme de mort. Il n'y a pas de demi-mesure. C'est pour cela que le droit international condamne le marin qui, en capacité de secourir d'autres marins en péril, déciderait de ne pas agir. Car son inaction volontaire est mortelle.

Quelles que soient les circonstances d'intervention des navires de sauvetage Juventa et Sea Watch 3, Pia Klemp, Carola Rackete et leurs équipages ont sauvé des êtres humains d'une mort certaine. Le statut migratoire de ces personnes n'a en comparaison aucune importance.

Remettre ces principes en cause, comme le fait le gouvernement italien, comme l'a fait dans une moindre mesure l'actuel ministre de l'intérieur en accusant les ONG humanitaires de « faire le jeu des passeurs », c'est accepter de laisser mourir les migrants.

La FEETS-FO condamne ces poursuites politiques qui remettent en cause les droits humains et la solidarité entre individus.

De même la FEETS-FO salue les dockers Gênes qui ont déclaré le port ouvert pour le SeaWatch 3.

Dans les ports et sur les mers, la solidarité n'est pas un vain mot.

La FEETS FO rappelle qu'émigrer dans ces conditions c'est avant tout fuir. Fuir la guerre, fuir la dictature, fuir la misère, fuir les conséquences du changement climatique, fuir les persécutions, etc. Les individus émigrent pour vivre mieux, vivre libre et décemment de leur travail et offrir un avenir à leurs enfants, ce qu'ils ne peuvent pas faire dans leur pays.

Paris, le 28 juin 2019

Pour tout contact : Jean Hédou, secrétaire général de la FEETS FO, tél 06 85 12 74 46

Etienne Castillo, secrétaire fédéral (Secteur mer et portuaire), tél 06 37 92 06 43

Zaïnîl Nizaraly, Secrétaire fédéral (Secteur International) tél. 07 84 26 73 06

46, rue des petites écuries 75010 Paris

contact@feets-fo.fr | www.feets-fo.fr | Tél: 01 44 83 86 20 | Fax: 01 48 24 38 32